



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2024
Français
Original : anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Première session ordinaire de 2025

4-7 février 2025

Point 9 de l'ordre du jour provisoire*

Exposé sur la Politique et stratégie de l'UNICEF pour l'inclusion du handicap (2022-2030)

Résumé

La Politique et stratégie de l'UNICEF pour l'inclusion du handicap (2022-2030) sert de feuille de route pour assurer une meilleure coordination intersectorielle afin d'intégrer l'inclusion du handicap à tous les niveaux de l'organisation, de promouvoir les droits et de répondre aux besoins des 240 millions d'enfants handicapés dans le monde. Le présent rapport au Conseil d'administration, le premier depuis le lancement de la stratégie en février 2023, met en lumière les progrès accomplis, les défis à relever et les enseignements tirés, et trace la voie à suivre pour garantir une véritable inclusion des enfants handicapés.

* [E/ICEF/2025/1](#).



I. Vue d'ensemble

1. Avec le lancement de sa toute première Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap en février 2023, l'UNICEF a franchi une étape décisive pour répondre à grande échelle à la situation des 240 millions d'enfants handicapés dans le monde et a pris l'engagement d'opérer des transformations porteuses d'un changement durable. S'appuyant sur son expérience en matière d'inclusion du handicap et tirant parti de sa valeur ajoutée unique en tant qu'institution chef de file pour les droits de l'enfant, il a élaboré la Politique et stratégie pour fournir un cadre intersectoriel complet et ainsi accélérer l'inclusion des personnes handicapées dans l'ensemble de ses programmes et de ses opérations, renforçant ainsi les engagements pris dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap.

2. La Politique et stratégie, qui en est à sa deuxième année de mise en œuvre, a permis à l'UNICEF d'atteindre 4,7 millions d'enfants handicapés en 2023 par l'intermédiaire des programmes de pays et de l'action humanitaire du Fonds. Il s'est notamment agi de fournir un accès à l'éducation à 273 644 enfants handicapés non scolarisés, de venir en aide à 759 970 enfants handicapés au moyen de transferts en espèces, de fournir des services élémentaires d'hygiène à 1 101 524 personnes handicapées et de distribuer des produits d'assistance et des fournitures inclusives à 438 064 enfants. L'UNICEF a également apporté une aide aux gouvernements nationaux et aux administrations locales, notamment par l'intermédiaire de programmes en faveur de changements sociaux et comportementaux menés dans 107 pays pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination, et par la mise en place ou la réforme de systèmes d'évaluation et de gestion de l'information sur le handicap dans 30 pays. En 2024, 75 % des appels en faveur de l'action humanitaire pour les enfants ont systématiquement inclus les enfants handicapés. Sur le plan organisationnel, 71 % des bureaux de pays ont intégré des normes minimales d'accessibilité.

3. Toutes les régions où l'UNICEF travaille ont élaboré des plans d'action d'inclusion du handicap adaptés au contexte local, et ont fixé des priorités et établi des partenariats pour accélérer et élargir l'inclusion des personnes handicapées. L'UNICEF est bien parti pour respecter l'engagement pris dans le cadre de la Politique et stratégie d'augmenter de 2 % les dépenses budgétaires consacrées à l'inclusion du handicap d'ici à 2025. En 2023, il a atteint ou dépassé 88 % des indicateurs de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, se plaçant ainsi parmi les meilleures entités des Nations Unies en matière d'inclusion du handicap. Des investissements considérables ont été réalisés pour renforcer les capacités du personnel, en veillant à l'intégration des questions de handicap dans les politiques, les programmes et les opérations.

4. Malgré ces progrès, il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre la discrimination persistante à laquelle les enfants handicapés sont confrontés. Pour relever ces défis, il faut faire preuve de vigilance et de volonté politique et redoubler d'efforts afin de consolider et d'accroître les acquis obtenus. Si l'ensemble des secteurs et des divisions de l'UNICEF sont mobilisés, les progrès accomplis sont inégaux. La collaboration intersectorielle est indispensable à la cohérence et nécessite d'investir en permanence le temps et les ressources voulus. Bien que l'UNICEF investisse constamment dans l'inclusion du handicap, il est essentiel que les donateurs internationaux, les États Membres et le secteur privé fournissent un appui accru pour combler les lacunes majeures observées et opérer un véritable changement en faveur de l'équité en matière de handicap dans l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris dans les situations d'urgence humanitaire ou les situations précaires.

5. Le présent rapport rend compte de la transformation que la Politique et stratégie a permis d'amorcer et indique comment l'UNICEF peut accomplir de nouveaux progrès en vue d'une inclusion véritable et totale des enfants handicapés. Il met en évidence les principaux enseignements et recense les possibilités d'action stratégique et d'investissements catalytiques qui favorisent l'équité pour les enfants handicapés et bénéficient ainsi à tous les enfants.

II. Introduction

6. En 2021, l'UNICEF a publié l'analyse statistique la plus complète qui soit sur les enfants handicapés, dans laquelle il a révélé que près de 240 millions d'enfants (soit un sur dix dans le monde) souffraient d'un handicap, et qu'ils continuaient d'être laissés pour compte, les résultats les moins bons étant enregistrés dans des domaines essentiels du bien-être de l'enfant. Par rapport à la population infantile générale, ils ont 34 % de plus de risques de souffrir d'un retard de croissance, 49 % de plus de risques de n'avoir jamais été scolarisés et sont 32 % plus susceptibles de subir des châtiments corporels sévères¹. Les femmes et les adolescentes renoncent souvent à l'éducation et aux opportunités économiques pour s'occuper d'enfants handicapés, perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté. L'ampleur des privations, des discriminations et des espoirs perdus par les enfants handicapés met en évidence l'incapacité de la société à faire respecter les droits fondamentaux de chaque enfant.

7. Conscient de l'ampleur des discriminations et des violations des droits auxquelles les enfants handicapés font face, l'UNICEF a lancé, en février 2023, la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap (2022-2030) afin d'obtenir des résultats à grande échelle pour l'un des groupes d'enfants les plus défavorisés. Il y énonce sept engagements audacieux, dont l'augmentation des dépenses consacrées aux questions de handicap, qui devront représenter 10 % des dépenses d'ici à 2030, une représentation des employés handicapés atteignant 7 % de la main-d'œuvre d'ici à 2030, la formation de 75 % du personnel à l'inclusion du handicap d'ici à 2025, et l'amélioration des données et des éléments probants.

8. Le présent rapport présente les données issues des indicateurs du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2023, ainsi que des données qualitatives pour 2024. Il passe en revue les progrès accomplis, les défis à relever et les enseignements tirés de deux années de mise en œuvre de la Politique et stratégie d'inclusion du handicap, et recense les possibilités de renforcer l'inclusion des personnes handicapées dans le cadre du Plan stratégique actuel et de ceux à venir.

III. Progrès globaux

9. En 2023, l'UNICEF et ses partenaires ont aidé 4,7 millions d'enfants handicapés dans plus de 145 pays grâce aux programmes de développement et humanitaires du Fonds, contre 4,5 millions en 2022. Parmi eux, 273 644 enfants handicapés non scolarisés ont accédé à l'éducation, 438 064 personnes ont bénéficié d'une technologie d'assistance, 158 543 enfants handicapés et leurs familles ont bénéficié de services de proximité en matière de santé mentale et de soutien psychosocial, 759 970 enfants handicapés ont bénéficié de transferts en espèces et 1 101 524 personnes handicapées ont pu accéder à des services élémentaires d'hygiène.

10. Bien que ces résultats soient considérables, ils ne représentent qu'une fraction de ce qu'il faut faire pour garantir que les 240 millions d'enfants en situation de

¹ UNICEF, *Vus, pris en compte et inclus : utiliser les données pour mettre en lumière le bien-être des enfants handicapés* (New York, 2021).

handicap vivent « au sein de communautés inclusives et sans obstacles, où les personnes handicapées sont prises en compte et bénéficient, tout au long de leur vie, d'un soutien pour réaliser et défendre leurs droits, et pour participer pleinement et concrètement aux activités de leur communauté »².

A. Résultats et réalisations des programmes

11. Cette section rend compte des résultats des programmes et des progrès accomplis par rapport aux six priorités stratégiques intersectorielles définies pour la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap.

Prévention de la stigmatisation, de la discrimination, de la négligence et de la violence à l'égard des enfants handicapés

12. La stigmatisation et la discrimination (attitudes, croyances et normes néfastes au sujet du handicap) sont des obstacles majeurs à l'intégration des enfants handicapés et les principaux moteurs de la négligence et de la violence. L'UNICEF s'appuie sur son expérience en matière d'élaboration de programmes relatifs aux changements sociaux et comportementaux pour faire évoluer ces récits néfastes, promouvoir l'inclusion et prévenir la violence et la négligence à l'égard des enfants handicapés dans de nombreux pays et contextes.

13. En 2023, des interventions menées dans le but de faire évoluer la société et les comportements ont permis de lutter contre les obstacles auxquels sont confrontés les enfants handicapés et leurs familles dans 107 pays. Au Kosovo³, une campagne de sensibilisation à l'inclusion a bénéficié de l'appui d'un large éventail de partenaires, dont le Vice-Premier Ministre, et a touché 190 371 personnes en ligne. Par ailleurs, des consultations multipartites sur la protection des droits des enfants handicapés ont été organisées avec des enfants handicapés en collaboration avec la Cour suprême de l'Inde, et des activités ont été menées à travers la Gambie pour faire connaître la loi nationale sur le handicap, y compris des versions adaptées aux enfants.

14. Plusieurs pays, dont le Bhoutan, la République centrafricaine et la Zambie, ont produit des données probantes au moyen d'enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, afin de comprendre les facteurs sous-jacents de la discrimination et de s'attaquer aux normes sociales et comportements négatifs. Au Soudan du Sud, 2 512 enfants et adultes handicapés ont pris part à des activités de mobilisation. L'Algérie et la République démocratique populaire lao ont développé des ressources et mis au point des formations pour les enseignants, les travailleurs sociaux ou les soignants, reconnaissant le rôle qu'ils jouent dans la lutte contre les perceptions et les pratiques négatives à l'égard des enfants handicapés. Avec l'appui de plus de 300 partenaires, dont des jeunes handicapés, l'UNICEF a lancé en juin 2024 une boîte à outils devant favoriser les changements sociaux et comportementaux⁴ afin de renforcer les travaux qu'il mène dans ce domaine.

15. L'UNICEF a par ailleurs soutenu le Groupe d'action d'Eswatini contre les abus afin de fournir aux enfants handicapés et à leurs familles des services de prévention, d'atténuation et de répression de la violence à l'égard des enfants et de la violence fondée sur le genre. Les outils mondiaux mis à jour pour prévenir et traiter la violence

² Le texte intégral (en anglais) de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap est disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/unicef-disability-inclusion-policy-and-strategy-dipas-2022-2030>.

³ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU.

⁴ UNICEF, « Global toolkit on addressing stigma and discrimination toward children and youth with disabilities through social and behaviour change », 2024.

fondée sur le genre et les atteintes sexuelles intègrent également la question du handicap.

Amélioration des infrastructures, des services, des programmes et des plateformes de coordination favorisant l'intégration des personnes handicapées

16. Pour concrétiser les droits des enfants handicapés à des infrastructures, à des services et à des programmes inclusifs et accessibles, l'UNICEF a participé à bon nombre d'initiatives en faveur de l'inclusion du handicap et du renforcement des systèmes.

17. Un nombre croissant de pays ont intégré dans leurs systèmes de soins de santé primaires des services de détection précoce des enfants présentant des retards de développement et des handicaps et d'intervention rapide, dont 21 pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Au Pérou, une approche de l'inclusion du handicap, allant de l'intervention précoce à l'apprentissage tout au long de la vie, est en passe d'être adoptée en collaboration avec des organisations de personnes handicapées et des organismes gouvernementaux.

18. L'UNICEF Bangladesh a amélioré l'accès des enfants handicapés aux services de santé et de vaccination en intégrant un outil de détection des handicaps dans la plateforme Open Smart Register. Le cadre national de prestation de services pour le développement de la petite enfance en Ouganda favorise la coordination intersectorielle en matière de détection précoce des enfants handicapés, d'intervention adaptée et de promotion des directives sur l'alimentation. À Oman, une formation à la parentalité positive axée sur l'intégration des enfants handicapés a été institutionnalisée dans le cadre du plan de travail du Ministère de la santé. Ce travail se fonde sur les nouvelles publications de l'UNICEF sur l'accompagnement des parents dont les enfants présentent des retards de développement et des handicaps, ainsi que sur un guide pratique pour la santé inclusive. À l'échelle mondiale, le kit de conseils en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, utilisé dans plus de 90 pays, a été mis à jour en 2024 et présente notamment un nouveau contenu sur les enfants handicapés et les difficultés d'alimentation, afin d'appuyer les programmes de nutrition tenant compte des handicaps. Une banque de ressources en ligne hébergée par l'UNICEF, dans laquelle figure une liste complète des ressources liées à la nutrition et aux handicaps, a notamment été mise en place.

19. En 2023, 55 % des pays se sont engagés à mettre en place des systèmes d'éducation inclusifs pour les enfants handicapés. Au total, 81 membres du personnel du Ministère de l'éducation du Nigéria, du Ministère de l'éducation de Somalie et de l'UNICEF ont suivi le cours de l'Institut international de planification de l'éducation et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture intitulé « Foundations of Disability-Inclusive Education Sector Planning » (Fondements de la planification du secteur de l'éducation pour l'intégration des personnes handicapées). L'UNICEF a également appuyé des stratégies et des cadres nationaux pour l'éducation inclusive au Bangladesh, au Ghana et au Liban, ainsi que des programmes d'éducation inclusive à grande échelle comprenant la formation d'enseignants, des réformes juridiques et financières et le passage d'écoles spéciales à des centres de ressources, comme en Géorgie et en Serbie. En Inde, près de 300 000 enfants handicapés ont reçu des feuilles de cours et des leçons audio d'apprentissage inclusif, et 14 131 enfants handicapés non scolarisés ont été inscrits dans l'enseignement formel grâce à un système de suivi mis en place dans trois États. Des initiatives d'éducation inclusive ont également été mises en œuvre dans des situations précaires, comme en Jordanie, où l'UNICEF est venu en aide à 47 écoles implantées dans des camps de réfugiés et a permis la scolarisation de 1 372 enfants handicapés.

20. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'initiative « Accessible Digital Textbooks » (manuels scolaires numériques accessibles), mise à l'essai dans six pays, garantit l'accessibilité des manuels scolaires à tous les enfants, en se fondant sur les principes de la conception universelle de l'apprentissage. Un écosystème régional appuie la production, la distribution et l'utilisation de manuels scolaires numériques accessibles, qu'utilisent déjà plus de 1 200 personnes en Jamaïque via la plateforme BookFusion.

21. Le Bureau de l'innovation met en œuvre la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap à grande échelle dans tous les projets et portefeuilles d'innovation, y compris le Global Learning Innovation Hub et le programme UPSHIFT. L'adoption de normes sociales et de produits inclusifs est renforcée par des normes d'accessibilité ainsi que par l'utilisation de l'intelligence artificielle pour faciliter l'accès aux contenus de formation et d'éducation destinés aux parents et aux enfants, ainsi que leur production.

22. Pour renforcer les systèmes et les services de protection de l'enfance, l'UNICEF a élaboré des orientations mondiales sur l'inclusion du handicap, intitulées « Référentiel de compétences pour une protection de l'enfance intégrant le handicap en vue de renforcer le personnel des services sociaux ». L'inclusion du handicap a également été intégrée dans les outils d'évaluation de la santé mentale et du soutien psychosocial et dans l'ensemble minimal de services, contribuant ainsi à la fourniture de services de proximité en matière de santé mentale et de soutien psychosocial à 158 543 enfants handicapés et à leurs familles en 2023. Des efforts sont actuellement faits pour améliorer l'inclusion du handicap et l'accessibilité de la plateforme numérique Primero, qui offre des informations sur la protection de l'enfance et permet la gestion des dossiers.

23. Des progrès considérables ont été enregistrés en 2023, 61 pays ayant mis en place des interventions en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous qui tiennent compte des questions de handicap. En Afghanistan, le programme WASH de l'UNICEF s'est efforcé de maintenir et d'élargir les services inclusifs d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en permettant à plus d'un million de personnes d'accéder à des installations sanitaires tenant compte des questions de genre et de handicap en 2023. En Éthiopie, une application mobile innovante relative à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène adaptée aux personnes handicapées a été mise au point pour les agentes et agents de santé et les chefs religieux afin de les sensibiliser et de promouvoir des programmes inclusifs.

24. Pour renforcer l'accès des enfants handicapés et de leurs familles aux transferts en espèces, l'UNICEF a appuyé la production de données probantes, des changements législatifs, des plaidoyers budgétaires, le financement et la fourniture directe. En 2023, 759 970 enfants handicapés de tous les pays ont bénéficié de transferts en espèces. En Jordanie, grâce à un ciblage inclusif, on s'est assuré que les enfants handicapés représentaient 9 % des enfants bénéficiant du programme d'assistance en espèces « Hajati ». En République dominicaine, l'appui de l'UNICEF à un registre social inclusif et aux transferts en espèces à des fins humanitaires pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a ensuite contribué à l'adoption d'une allocation pour enfant handicapé. Au Liban, en collaboration avec le Gouvernement et des organisations de personnes handicapées, une toute première allocation pour les personnes handicapées a été lancée, touchant plus de 22 000 jeunes handicapés.

25. L'UNICEF a tiré parti de sa position unique pour assurer la coordination entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement afin de permettre l'inclusion des enfants handicapés. À titre d'exemple, citons l'assistance technique fournie pour l'élaboration de la première stratégie nationale sur le handicap en Mauritanie, un

partenariat conclu avec l'Agence nationale de Djibouti pour les personnes handicapées afin d'intégrer les questions liées au handicap dans la nutrition, l'éducation et d'autres interventions menées à l'échelon local, un programme intersectoriel et inclusif d'éducation parentale à Sao Tomé-et-Principe, qui a favorisé la participation d'enfants handicapés issus des familles les plus vulnérables, et un programme conjoint des Nations Unies visant à améliorer l'accès aux services inclusifs pour les enfants, les femmes et les personnes handicapées au Kenya.

Accès à des services complets de soins et d'assistance locaux

26. Les systèmes locaux de soins et d'assistance qui combinent les transferts en espèces, les technologies d'assistance et les services tels que le soutien par les pairs, l'assistance personnelle, les services de relèvement et la gestion de dossiers sont essentiels pour réduire la pauvreté des enfants et prévenir la négligence, la maltraitance, la séparation famille-enfant et le placement dans des foyers d'accueil, ainsi que pour remédier aux inégalités femmes-hommes dans la fourniture de soins. Toutefois, dans de nombreuses situations, les services financés par l'État font défaut, les familles (les femmes et les filles en particulier) devant alors s'occuper seules des enfants, contribuant au cycle de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

27. Pour fournir l'aide intégrée requise, il est indispensable que les gouvernements identifient les enfants et les adultes handicapés et recensent leurs besoins, ce qui se fait principalement au moyen de la détection précoce et de l'enregistrement des handicaps. L'UNICEF a appuyé la mise au point d'outils de détection précoce et de mécanismes de suivi au sein de services de santé et d'éducation (Bangladesh, Éthiopie, Lesotho, Rwanda), ainsi que de dispositifs d'orientation (Algérie). En 2023, il a aidé 30 pays à développer ou à réformer leurs systèmes d'information sur la gestion du handicap. Il s'est notamment agi d'une assistance technique visant à réformer l'évaluation des handicaps de l'enfant en mettant l'accent sur ses besoins en termes de soutien plutôt que sur ses déficiences, ainsi que d'un investissement dans la numérisation pour une plus grande accessibilité dans les zones rurales et isolées. L'appui de l'UNICEF à l'extension du système d'information sur la gestion du handicap au Cambodge, permettant l'enregistrement de 307 000 personnes handicapées, et au lancement du système d'information sur la gestion du handicap au Myanmar, lequel a permis d'aider 16 000 enfants handicapés et leurs familles grâce à de nouvelles prestations d'invalidité versées avant janvier 2024, illustre ces progrès.

28. Dans différents contextes, y compris humanitaires, l'UNICEF soutient les systèmes locaux de soins et d'assistance en menant des interventions telles que les transferts en espèces combinés, les services de soins et d'assistance et la gestion de dossiers. À Madagascar, où les ressources sont limitées, il a mis en place des services sociaux de base pour les enfants handicapés. Il a également appuyé la réforme et l'extension d'un dispositif d'appui existant en Arménie et a élargi un programme de transfert en espèces à des fins humanitaires et de gestion de dossiers destiné aux enfants handicapés en République arabe syrienne afin d'améliorer leur accès à la santé, à la nutrition et à l'éducation. En République démocratique populaire lao, il a aidé le Gouvernement à mettre à l'essai des transferts en espèces pour les personnes handicapées avec un accès aux technologies d'assistance, à la réadaptation et à l'aide familiale.

29. Afin de mieux venir en aide aux enfants handicapés tout en réduisant les inégalités entre les genres en matière de soins, l'UNICEF Colombie facilite la convergence entre les politiques d'inclusion du handicap, d'égalité des genres, de fourniture de soins et de protection de l'enfance, et collabore avec les autorités locales pour adapter les systèmes d'assistance aux réalités locales. Au Kenya, l'UNICEF appuie l'élaboration de différentes politiques relatives aux systèmes locaux de soins et d'assistance.

30. L'investissement dans les systèmes locaux de soins et d'assistance contribue à la réforme de la prise en charge des enfants privés de soins parentaux. Dans la région Europe et Asie centrale, de nouvelles données montrent que les enfants handicapés sont 6 à 30 fois plus susceptibles que les enfants non handicapés d'être placés dans des foyers d'accueil. Une évaluation multipays du retrait des enfants des foyers et de la réforme de la prise en charge des enfants fournit des recommandations clés et souligne que les pays où les enfants handicapés sont explicitement ciblés dès le début de la réforme obtiennent de meilleurs résultats (comme en République de Moldova).

31. Au niveau mondial, l'UNICEF collabore avec divers partenaires sur les réformes de la prise en charge, par exemple par l'intermédiaire de la plateforme de collaboration Transforming Care Collaboration, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), pour élaborer un outil d'évaluation nationale des systèmes de soins et d'assistance inclusifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ou au moyen d'un programme commun sur les soins non rémunérés, le handicap et l'égalité des genres, mis en œuvre conjointement avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le HCDH et le Fonds des Nations Unies pour la population.

Accès aux technologies d'assistance

32. Pour de nombreux enfants, l'inclusion commence avec les technologies d'assistance, car sans fauteuil roulant, prothèse, prothèse auditive, canne blanche, logiciel de lecture d'écran et lunettes, entre autres produits d'assistance, ils ne peuvent pas communiquer avec leur famille et leurs pairs, aller à l'école ou sortir de chez eux. Pourtant, l'accès à ces produits et services est très inégal. On compte que 2,5 milliards de personnes ont besoin de technologies d'assistance⁵, mais dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, seuls 3 % des besoins en la matière sont satisfaits.

33. Avec ses partenaires, dont ATscale et l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF s'efforce de lever les obstacles qui empêchent les gens d'accéder aux technologies d'assistance, notamment la faible qualité des produits, leur coût élevé ou l'absence de capacités de production, d'achat ou d'appui. En 2023, 438 064 enfants handicapés dans 96 pays ont bénéficié de technologies d'assistance grâce à des programmes appuyés par l'UNICEF. Au Zimbabwe, le Fonds a appuyé l'achat d'équipements d'assistance pour 77 000 enfants handicapés (dont 35 000 filles). Des activités intersectorielles sont menées pour améliorer le dépistage des troubles auditifs et visuels dans les écoles, par exemple au Ghana et au Rwanda. Dans la province pakistanaise du Penjab, l'UNICEF, avec des fonds du Partenariat mondial pour l'éducation, a appuyé le dépistage et fourni des technologies d'assistance dans les écoles. Dans la région Europe et Asie centrale, un guide régional sur les technologies d'assistance destiné aux enseignants et des outils de renforcement des capacités ont été élaborés et diffusés dans quatre pays, et une stratégie régionale sur l'apprentissage numérique et la transformation de l'éducation ainsi qu'une stratégie sur l'éducation inclusive renforceront encore les systèmes de fourniture de technologies d'assistance dans le domaine de l'éducation.

34. Des progrès ont été possibles grâce au renforcement de l'appui que l'UNICEF fournit aux gouvernements : 24 produits clés de technologies d'assistance ont été ajoutés au catalogue de l'UNICEF, 150 produits supplémentaires devraient être ajoutés d'ici à la fin de l'année 2024, et les produits ont été adaptés pour répondre à la demande croissante des pays. En particulier, l'utilisation de prothèses auditives a

⁵ OMS et UNICEF, *Rapport mondial sur les technologies d'assistance* (Genève, 2022).

augmenté de plus de 5 000 % et celle de fauteuils roulants de plus de 250 %. Des réductions de prix considérables ont également été réalisées sur les produits d'assistance répertoriés, par exemple jusqu'à 94 % pour les prothèses auditives dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'UNICEF a réussi à réduire le prix des prothèses auditives de 2 000 à 118 dollars au Rwanda grâce à un projet pilote mené à grande échelle, et de 1 500 à 60 dollars en Iran.

35. Une assistance technique a été fournie à 37 pays dans toutes les régions, notamment par l'intermédiaire d'ateliers régionaux sur les avantages sociétaux et économiques d'un meilleur accès aux technologies d'assistance au Brésil, en Indonésie, en Jordanie, en Afrique du Sud et au Tadjikistan. Les technologies d'assistance ont été incluses dans la liste des fournitures d'urgence de l'UNICEF, ce qui permettra un approvisionnement rapide dans les situations d'urgence. Grâce à son expertise en matière de programmes et d'approvisionnement, l'UNICEF se trouve dans une position unique pour accélérer et stimuler l'obtention de résultats en matière de technologies d'assistance dans le monde.

Action en faveur des personnes handicapées dans les situations humanitaires, précaires et d'urgence

36. En tant qu'acteur principal de l'action humanitaire dans le monde, notamment en tant que chef de file de quatre clusters et domaines de responsabilité, l'UNICEF donne la priorité à la protection de tous les enfants, y compris les enfants handicapés. La multiplication des crises, notamment des conflits, des catastrophes, des urgences en matière de santé publique et d'autres crises entraînant des déplacements, la destruction d'infrastructures et l'effondrement des systèmes de services et des réseaux de soutien, a conduit l'UNICEF à intensifier son travail dans ce domaine. Dans l'État de Palestine, plus de 23 000 personnes handicapées et enfants souffrant de blessures et de handicaps aigus liés au conflit ont bénéficié d'une aide pécuniaire polyvalente et d'aides complémentaires pour handicap. L'appui fourni comprenait également l'évaluation, l'orientation, l'accès à un soutien psychosocial et à des équipements d'assistance. Au Yémen, plus de 38 000 enfants handicapés et leurs familles ont bénéficié de transferts en espèces à des fins humanitaires en 2023, et utilisé ces fonds principalement pour se nourrir, obtenir des soins et rembourser leurs dettes. Dans les régions du Soudan touchées par les situations d'urgence, des espaces sûrs et accessibles ont été créés pour permettre aux enfants de poursuivre leur apprentissage. En Ukraine, 4 510 enfants handicapés ont bénéficié d'actions d'atténuation des risques, de prévention ou d'intervention visant à lutter contre la violence liée au genre, et 2 747 ont bénéficié d'un plan individuel de prise en charge. Le travail que l'UNICEF a mené en Haïti a permis d'apporter une aide pécuniaire immédiate aux familles d'enfants handicapés, afin de les aider à survivre et à s'occuper d'eux malgré l'instabilité de la situation.

37. L'UNICEF est plus que jamais déterminé à faire de l'accès en toute sécurité des enfants handicapés aux programmes et aux services humanitaires l'une de ses priorités. En témoigne la hausse de la part de bureaux de pays dont les appels en faveur de l'action humanitaire pour les enfants ont systématiquement inclus les enfants handicapés, part qui est passée de 65 % en 2022 à 75 % en 2024. La capacité de préparation et d'intervention de l'UNICEF tient également davantage compte du handicap grâce à des initiatives telles que le plan régional d'urgence et de préparation pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et les missions de renfort (État de Palestine, Yémen). En outre, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale a organisé un symposium technique régional sur la résilience aux chocs et l'intégration du handicap dans la région du Sahel et a commencé à intégrer le handicap dans le vaste programme multipays « Renforcer la résilience au Sahel ». L'équipe spéciale régionale chargée des questions relatives au

handicap, créée par le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, aide les bureaux de pays à élaborer des programmes humanitaires intégrant le handicap et a élaboré des normes d'inclusion du handicap dans les situations d'urgence. Le Bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique a formé 280 membres du personnel et partenaires de l'UNICEF à l'inclusion du handicap dans l'action humanitaire et a élaboré des kits de développement du jeune enfant tenant compte des questions de handicap et adaptés au contexte local à utiliser dans les situations d'urgence, qui ont été testés au Myanmar et aux Philippines.

38. En complément de ces efforts, des activités sont menées pour systématiser la collecte de données sur les enfants handicapés et l'utilisation des recherches et des données dans l'évaluation, la mise en œuvre et le suivi de l'action humanitaire et la préparation aux situations d'urgence, y compris par la ventilation des données par handicap. L'UNICEF Roumanie a aidé l'Autorité nationale pour la protection des droits de l'enfant et l'adoption à se servir de la plateforme numérique Primero pour collecter des données sur les enfants réfugiés d'Ukraine, ventilées par handicap, et commencer à gérer des dossiers.

39. Plusieurs activités illustrent le rôle moteur que l'UNICEF joue au niveau mondial en matière d'action humanitaire : le rôle que le Fonds joue en tant que coprésident du Groupe de référence sur le handicap, une plateforme de plus de 500 membres favorisant la collaboration entre les organisations de personnes handicapées, les organisations non gouvernementales (ONG) et les entités des Nations Unies en matière d'inclusion du handicap dans l'action humanitaire ; son rôle de chef de file du Groupe consultatif interinstitutions sur le handicap, lequel renforce l'inclusion du handicap dans le cycle des programmes d'action humanitaire ; les travaux sur l'inclusion du handicap que mènent les clusters et les domaines de responsabilité dirigés et codirigés par l'UNICEF.

Participation pleine et effective des personnes handicapées

40. La participation des enfants, des jeunes et d'organisations de personnes handicapées représentatives est essentielle à la mise en œuvre de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap. Au niveau mondial, un partenariat conclu avec l'International Disability Alliance se concentre sur les jeunes handicapés, l'inclusion du handicap dans l'action humanitaire et la priorisation de la recherche. Au niveau régional, tous les bureaux régionaux ont consulté des organisations de personnes handicapées au moment d'élaborer leurs plans d'action régionaux d'inclusion du handicap. Des collaborations avec les organisations de personnes handicapées ont également été mises en place, notamment avec Inclusion International, la Fédération mondiale des sourds, RIADIS, le Pacific Disability Forum et le Forum africain des personnes handicapées et ses membres.

41. Au niveau national, on peut citer plusieurs exemples de travaux menés conjointement avec des organisations de personnes handicapées ayant débouché sur l'établissement de partenariats visant à améliorer les programmes et les opérations. Par exemple, un partenariat avec la Fédération des personnes handicapées des Fidji a permis d'évaluer et d'améliorer l'accessibilité des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène fournis dans les écoles et les bâtiments publics. Au Niger, un partenariat avec la fédération nationale des organisations de personnes handicapées a joué un rôle essentiel dans l'élaboration d'un filet de protection sociale pilote incluant les personnes handicapées. En Malaisie, une analyse nationale de la cartographie des parties prenantes des organisations de personnes handicapées et des organisations dirigées par des femmes et des filles a facilité les efforts conjoints déployés pour obtenir des résultats en faveur des enfants. Au Kenya et au Sénégal, les fédérations nationales d'organisations de personnes handicapées ont fourni des conseils sur les audits d'accessibilité des bâtiments de l'ONU. Entre 2021 et 2023, le

nombre de bureaux de pays appuyant la consultation des organisations de personnes handicapées dans les réformes et programmes de protection sociale est passé de 25 à 40. Au total, 69 organisations de personnes handicapées de 33 pays ont pris part à des programmes de formation sur l'inclusion du handicap dans le système de protection sociale (en partenariat avec l'Université Bonn-Rhein-Sieg, l'OIT et le Center for Inclusive Policy).

42. Afin d'améliorer la priorité accordée aux voix et à la participation pleine et entière des personnes handicapées dans toute leur diversité dans tous les secteurs et toutes les situations, l'UNICEF a élaboré des répertoires régionaux de contacts avec les organisations de personnes handicapées, une fiche de conseils permettant d'impliquer ces organisations dans l'action humanitaire menée, et a investi dans le renforcement des jeunes défenseurs des droits des personnes handicapées et des organisations de personnes handicapées afin d'améliorer leur profil en tant qu'interlocuteurs clés dans la prise de décision. Le Gouvernement iraquien a soutenu la participation des personnes handicapées à la révision de la loi sur le handicap et, dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'initiative « Children as Advocates » des Jeux olympiques spéciaux a permis aux enfants handicapés d'être des agents de changement pour des pratiques inclusives dans leurs écoles.

43. L'UNICEF reconnaît la diversité des personnes handicapées et la nécessité de mieux comprendre les formes multiples, croisées et combinées de discrimination subies par les femmes et les filles handicapées, ainsi que par les enfants handicapés en situation de déplacement. Le Bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique a élaboré une note d'information sur une approche intersectionnelle de l'équité et a appuyé l'élaboration d'études conjointes sur le genre et le handicap en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Timor-Leste. En Sierra Leone, des consultations avec des adolescentes handicapées ont été tenues dans le cadre des examens des programmes sur le genre, et aux Philippines, pour le développement d'Oky, une application de suivi des règles. En 2023, l'UNICEF a publié un guide sur l'amélioration de l'inclusion numérique et de l'accessibilité pour les filles handicapées et a publié un rapport sur la défense des droits des enfants handicapés migrants et déplacés, dans lequel il a examiné les obstacles à leur participation. Si certaines initiatives sont axées sur les groupes les plus exposés au risque d'exclusion, comme les enfants présentant des retards de développement ou les enfants atteints d'albinisme dans certains pays d'Afrique, il convient de veiller en permanence à ce que l'UNICEF comprenne mieux les personnes les plus défavorisées dans leurs contextes respectifs et leur accorde la priorité.

B. Devenir une organisation plus inclusive

44. La Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap promeut une approche globale de l'organisation devant permettre le succès des programmes, de la recherche et des activités de sensibilisation et de communication, et garantir que l'UNICEF dispose des capacités techniques, des structures inclusives et des ressources humaines et financières nécessaires pour inclure les personnes handicapées dans toutes ses activités.

Accessibilité et mesures d'aménagement raisonnable

45. Rendre l'UNICEF plus inclusif à l'égard des personnes handicapées implique de veiller à ce que ces dernières aient un accès égal à l'environnement physique et numérique de l'organisation, y compris aux installations, aux informations, aux communications, aux technologies, aux manifestations ou à des services tels que des transports accessibles. En 2023, 71 % des bureaux ont assuré le niveau minimum d'accessibilité des locaux, l'objectif étant d'atteindre 100 % d'ici à 2025. Les

nouvelles constructions et les rénovations de bureaux intègrent les normes d'accessibilité les plus strictes. Plus de 110 projets d'amélioration de l'accessibilité ont été mis en œuvre, pour une valeur de 700 000 dollars, dont 89 % ont été financés par le fonds pour l'écologie et l'accessibilité de l'UNICEF et 11 % par les bureaux de pays.

46. En 2023, l'UNICEF a mis en place un service mondial d'assistance à l'accessibilité pour aider les bureaux à améliorer l'accessibilité numérique et physique de leurs programmes et opérations. Le service a fourni une assistance technique pour les examens de conception et des conseils sur l'accessibilité à plus de 150 bureaux et a effectué 37 évaluations à distance. À cela s'ajoute une meilleure prise en compte de l'accessibilité dans les normes et procédures d'achats, qu'il s'agisse de services numériques et d'intelligence artificielle ou des véhicules des Nations Unies.

47. L'aménagement raisonnable est un droit pour l'ensemble des candidates et candidats et employé(e)s handicapés. En 2011, l'UNICEF a créé un fonds centralisé pour l'aménagement raisonnable, qui a traité plus de 65 demandes d'aménagement en 2024. Le fonds a fait l'objet d'une évaluation afin d'améliorer ses prestations. En outre, l'UNICEF a intégré des références aux personnes handicapées et aux aménagements raisonnables dans ses avis de vacance de poste et les documents du site Web sur les carrières. On observe également des tendances positives en faveur de réunions et de manifestations plus inclusives et accessibles, notamment l'utilisation du sous-titrage dans les contenus vidéo, l'amélioration des fonctions d'accessibilité sur le site Web international, le recours à la langue des signes lors de manifestations internationales majeures et l'accessibilité des médias sociaux, avec des exemples positifs de Madagascar, du Mozambique et de la République arabe syrienne. Des outils et des lignes directrices, tels que la « Liste de contrôle pour la planification de conférences et de manifestations inclusives », ont été largement diffusés, et la « Procédure de communication et de défense des intérêts des personnes handicapées » a été mise à jour en 2023.

Architecture et capacité institutionnelles

48. L'Enquête mondiale auprès du personnel de 2024 indique une augmentation de la représentation des personnes handicapées au sein de l'UNICEF, 509 des employés du Fonds (3,43 %) déclarant être touchés par des difficultés fonctionnelles, contre 1,85 % en 2022. Pour atteindre l'objectif fixé dans la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap consistant à ce que son personnel soit composé de 7 % de personnes handicapées d'ici à 2030, l'UNICEF a adopté la « Procédure de gestion des ressources humaines tenant compte du handicap » et mis à jour les procédures relatives à la mobilité des talents et aux voyages de service du personnel afin d'y inclure des dispositions spécifiques pour le personnel handicapé ou le personnel ayant des personnes à charge handicapées. Le renforcement des capacités du personnel des ressources humaines, notamment dans les régions de l'Asie de l'Est et du Pacifique, de l'Afrique de l'Est et australe, de l'Asie du Sud et de l'Afrique de l'Ouest et centrale, a amélioré la capacité des collègues à créer un lieu de travail inclusif. Les efforts de recherche de talents comprennent l'organisation d'un salon de l'emploi (Namibie), la passation de contrats avec des agences de recrutement (Kenya), ainsi qu'une collaboration avec le programme des Volontaires des Nations Unies, qui a débouché sur l'embauche de 10 Volontaires en situation de handicap en 2024. Le soutien par les pairs est facilité par deux groupes de ressources pour les employés handicapés et ceux qui ont des enfants handicapés. L'UNICEF s'attaque également à des défis majeurs nécessitant une action à l'échelle du système et copréside avec l'OIT le sous-groupe sur l'inclusion du handicap du Comité de haut niveau sur la

gestion, ainsi que le groupe de travail sur l'emploi inclusif du réseau Global Action on Disability.

49. Le développement des capacités et des compétences du personnel est indispensable pour réussir à intégrer les questions liées au handicap dans les politiques, les programmes et les opérations. Pour combler les lacunes en matière de capacités, on a fixé dans la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap l'objectif de former 75 % du personnel de l'UNICEF à l'inclusion du handicap d'ici à la fin de 2025. Plus de 1 350 membres du personnel ont suivi le cours en ligne des Nations Unies en septembre 2024, et des membres du personnel de l'ensemble de l'organisation ont également participé à des formations générales et sectorielles sur l'inclusion du handicap. Par exemple, des cours en présentiel et en ligne sur la politique sociale inclusive, l'éducation, la protection de l'enfance, l'action humanitaire et l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont été suivis. Au total, 6 600 professionnels du secteur ont suivi le cours en ligne intitulé « Taking Action to Achieve Inclusive WASH » (Agir pour un WASH inclusif). L'inclusion du handicap est également intégrée dans le programme « Managing People with Purpose », qui s'adresse à plus de 6 500 cadres de l'ensemble de l'UNICEF.

50. Pour garantir la mise en œuvre de programmes et d'opérations durables intégrant le handicap, il est essentiel de disposer de capacités internes consacrées à l'inclusion du handicap. L'équipe chargée des questions de handicap au sein du Groupe des programmes est désormais complétée par une capacité technique consacrée à l'inclusion des personnes handicapées qui est intégrée dans les différentes sections des programmes, ainsi que dans la division chargée du personnel et de la culture, la Division de l'approvisionnement, la Division des données, de l'analytique, de la planification et du suivi et l'UNICEF Innocenti-Centre mondial de la recherche et de la prospective. Les régions progressent vers l'objectif fixé dans la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap pour 2025, quatre des sept régions (Asie de l'Est et Pacifique, Afrique de l'Est et australe, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord) ayant créé un poste de spécialiste des questions de handicap, même si le maintien de ce poste nécessiterait un appui continu de la part de la direction. Plusieurs bureaux de pays disposent également d'une expertise spécifique en matière de handicap (Éthiopie, Mozambique, État de Palestine, Ouzbékistan, Zambie). Les réseaux de personnes référentes des bureaux de pays pour les questions de handicap ont joué un rôle déterminant dans la mise en place de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap dans toutes les régions.

Communication et sensibilisation

51. L'UNICEF a considérablement amélioré la représentation des enfants handicapés dans ses documents de communication et de sensibilisation. Les histoires issues de U-Report, telles que celles provenant de la Côte d'Ivoire et de la République centrafricaine, mettent en lumière le rôle que les jeunes handicapés jouent au sein de leurs communautés. Depuis le lancement de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap, plus de 300 témoignages axés sur l'inclusion des personnes handicapées ont été publiés sous forme d'articles, d'essais photographiques et de communiqués de presse. La Journée internationale des personnes handicapées est largement célébrée le 3 décembre par les bureaux de pays et les partenaires de l'UNICEF, et la « Procédure sur l'inclusion du handicap dans les activités de communication et de sensibilisation », mise à jour en 2023, décrit diverses méthodes de communication. En octobre 2024, 12 % des défenseurs de la jeunesse de l'UNICEF engagés par les bureaux de pays souffraient d'un handicap, et défendaient non seulement l'inclusion du handicap, mais aussi des questions d'intérêt comme les droits de l'enfant, la lutte contre les changements climatiques et l'autonomisation des femmes.

52. Dans tous les pays, des initiatives de sensibilisation ont été mises en œuvre en collaboration avec les organisations de personnes handicapées afin de faire évoluer la perception que le public a du handicap et de promouvoir des politiques plus inclusives. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, plusieurs campagnes et concours ont été organisés en partenariat avec Inclusion International et d'autres partenaires. En Angola et en Ouganda, l'UNICEF a aidé les organisations de personnes handicapées à mener des plaidoyers budgétaires en fournissant des versions en braille et des versions audio du budget des citoyens et en facilitant des réunions entre le Ministère des finances et de jeunes handicapés.

Données et éléments probants sur les enfants handicapés

53. L'amélioration de la disponibilité de données statistiques de qualité sur les enfants handicapés permet à l'UNICEF de mener des actions de sensibilisation, de programmation et de responsabilisation. Grâce aux travaux qu'il mène de longue date dans ce domaine, l'UNICEF est reconnu comme un leader mondial en matière de données relatives aux enfants handicapés. Ce succès repose sur des investissements fructueux, notamment la constitution du plus grand répertoire de données sur les enfants handicapés au monde, l'élaboration de normes relatives à la collecte de données et la fourniture d'une assistance technique de longue date aux gouvernements. En 2024, l'UNICEF et le Groupe de Washington sur les statistiques du handicap ont publié la version du module Fonctionnement de l'enfant destinée aux enseignants et le module Éducation inclusive. La version destinée aux enseignants peut être intégrée dans les systèmes nationaux d'information sur la gestion de l'éducation et dans les enquêtes menées auprès des enseignants dans les écoles afin de détecter les difficultés fonctionnelles. Une adaptation du module Fonctionnement de l'enfant aux crises humanitaires est également en cours de préparation. Grâce au Centre d'excellence pour les données relatives aux enfants handicapés, une initiative collaborative lancée par l'UNICEF en 2021, un appui a été fourni à l'élaboration par de jeunes chercheurs de deux documents d'analyse de données. Dans le cadre des efforts qu'il déploie sans relâche pour renforcer la capacité des organismes nationaux de statistique à collecter des données sur les enfants handicapés, l'UNICEF a fourni en 2023-2024 une assistance technique et financière à une cinquantaine de pays pour la préparation et la conduite d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples.

54. Pour la première fois, le rapport sur la situation des enfants dans le monde inclura en 2023 des données sur les enfants handicapés⁶. De nouveaux rapports régionaux fournissent un aperçu statistique du bien-être des enfants handicapés en Europe et en Asie centrale, en Afrique de l'Est et australe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Asie du Sud et en Asie de l'Est et dans le Pacifique, tandis que plusieurs pays ont élaboré des analyses de situation sur les enfants handicapés. L'UNICEF mène également des recherches novatrices pour accélérer l'inclusion du handicap, telles que des études pilotes en Géorgie et aux Philippines qui visent à examiner le coût associé à l'éducation d'un enfant handicapé. Ces recherches ont débouché sur d'autres études réalisées dans neuf pays, qui ont permis d'appuyer l'élaboration de politiques nationales et de contribuer aux efforts mondiaux en matière de transferts en espèces et de systèmes de soins et d'assistance. Par l'intermédiaire de la plateforme et du programme de recherche mondial pour les enfants handicapés, auxquels participent des jeunes et des enfants handicapés ainsi que des chercheurs de pays du Sud, le Centre international pour le développement de l'enfant tient à jour une « carte des lacunes » des données probantes et mène un processus de consultation participatif à l'échelle mondiale afin d'établir des priorités pour le programme de recherche sur les enfants handicapés.

⁶ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2023*, tableau statistique 16, 2023.

55. En interne, l'UNICEF a amélioré le suivi de l'inclusion du handicap grâce à 34 indicateurs du Plan stratégique liés au handicap, les résultats étant rapportés dans les différents Groupes d'objectifs dans le compendium de données et le tableau de bord des rapports annuels de la Directrice générale. Toutefois, les rapports sur l'inclusion du handicap sont encore relativement peu nombreux, et la collecte de données inégale entre les pays, ce qui nécessite de mener une réflexion plus approfondie pour s'assurer que l'UNICEF mesure efficacement son travail et sa qualité. Le Bureau de l'évaluation a pris des mesures en ce sens, menant des évaluations du fonds pour l'aménagement raisonnable de l'UNICEF et des travaux de l'UNICEF sur l'inclusion du handicap. Sur la base des lignes directrices de l'UNICEF relatives à l'évaluation de l'inclusion du handicap, qui ont été élaborées récemment, plusieurs bureaux régionaux et bureaux de pays ont redoublé d'efforts en réalisant des études et des évaluations sur l'inclusion du handicap.

C. Des outils pour accélérer l'inclusion du handicap

Partenariats

56. L'UNICEF ne peut pas atteindre seul les objectifs ambitieux de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap. Depuis le lancement de la stratégie, il a renforcé les partenariats existants et en a forgé de nouveaux avec diverses parties prenantes, notamment les gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile et, surtout, les organisations de personnes handicapées.

57. Avec les gouvernements de toutes les régions, l'UNICEF promeut l'inclusion des personnes handicapées dans tous les secteurs et au moyen de politiques et de programmes nationaux en faveur des personnes handicapées. Les enseignements tirés des politiques nationales existantes ont servi de base à l'élaboration de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap, qui, à son tour, guide l'examen des stratégies nationales existantes et leur élaboration.

58. Les partenariats établis avec le secteur privé sont devenus de plus en plus essentiels à la mise en œuvre de la Politique et stratégie. Par exemple, l'UNICEF Namibie a collaboré avec le Forum national sur le handicap – qui réunit divers ministères, organismes semi-publics, organisations de personnes handicapées, le secteur privé, le monde universitaire et les Nations Unies – afin d'améliorer la prise en compte des questions de handicap dans les politiques. De même, dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le partenariat conclu avec le Movimiento Estamos Todos en Acción (META) a permis de sensibiliser le secteur privé à l'accessibilité numérique. La Division de l'approvisionnement de l'UNICEF a été la première à mettre au point des latrines adaptées aux personnes handicapées grâce à un processus d'innovation créé conjointement avec des partenaires industriels.

59. L'UNICEF joue un rôle actif en tant qu'organisateur, coprésident ou contributeur au sein de divers réseaux et partenariats sur l'inclusion du handicap qui sont indispensables pour mettre en commun l'expertise, établir des normes communes ou plaider en faveur d'un changement à grande échelle. Au Guatemala, par exemple, il joue un rôle clé au sein du Conseil consultatif de l'équipe de pays des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées. Au niveau mondial, il collabore avec ATscale, le Partenariat des Nations Unies pour les droits des personnes handicapées, le Groupe de référence sur le handicap et le réseau Global Action on Disability, entre autres. Des résultats de qualité ont également été obtenus grâce à des initiatives conjointes, telles que le cours sur les services inclusifs d'eau, d'assainissement et d'hygiène organisé avec la Banque mondiale et WaterAid, le rapport mondial sur les enfants souffrant de troubles du développement établi avec l'Organisation mondiale de la Santé, la cartographie des régimes de protection sociale pour les personnes en

situation de handicap en Asie du Sud établie avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, ou les coalitions formées avec de multiples ONG en vue de faire progresser la désinstitutionnalisation dans la région de l'Europe et de l'Asie centrale. Le groupe de travail des Nations Unies Asie-Pacifique sur l'inclusion du handicap, créé par l'UNICEF, fait partie de la structure de la coalition thématique régionale et a permis une meilleure coordination interorganisations sur la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap. En outre, l'UNICEF a réussi à plaider en faveur d'une inclusion du handicap fondée sur les droits dans les partenariats relatifs à la lutte antimines, aux enfants touchés par les conflits armés et à l'accès à la justice, entre autres.

60. Pour faciliter le dialogue que l'UNICEF entretient avec des partenaires techniques stratégiques, des accords mondiaux à long terme ont été signés avec 11 institutions pour promouvoir une élaboration des programmes qui tienne compte de la question du handicap, notamment Humanity & Inclusion, le Center for Inclusive Policy et la London School of Hygiene and Tropical Medicine, en plus de multiples accords de coopération de programme conclus avec des partenaires stratégiques tels que l'International Disability Alliance et CBM Global. Parmi les organismes bilatéraux, les partenariats ont permis d'obtenir des résultats dans des domaines essentiels à l'inclusion du handicap : avec le Gouvernement norvégien et l'Agence des États-Unis pour le développement international dans le cadre de l'action humanitaire, avec le Ministère britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement pour contribuer à l'amélioration des données en Éthiopie, avec le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement dans le cadre du programme « Renforcer la résilience au Sahel », et avec le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce pour favoriser des données de qualité sur le handicap en Asie.

Financement et mobilisation de ressources

61. Dans le cadre de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap, l'UNICEF s'est engagé à porter ses dépenses en faveur de l'inclusion du handicap à 10 % de son budget d'ici à 2030, en accélérant progressivement l'inclusion du handicap dans l'ensemble de ses programmes et opérations. En octobre 2024, la part des dépenses consacrées au handicap s'élevait à 4,60 %, contre 3,57 % en 2022. Dans l'ensemble, les pays présentent d'importantes disparités : plus de 20 bureaux de pays consacrent moins de 1 % de leur budget à l'inclusion du handicap, tandis que plus de 30 bureaux de pays y consacrent plus de 7 % de leur budget. Dans l'ensemble des Groupes d'objectifs du Plan stratégique, la part du budget la plus importante est consacrée à l'éducation (environ 8 %), tandis que la protection sociale est passée de 4 % à plus de 6 % en 2024.

62. Les crises concomitantes telles que les conflits, les pandémies et la crise climatique ont soumis le système de développement international et l'aide publique au développement à une pression énorme, rendant la collecte de fonds plus complexe et plus difficile. Pour relever ce défi, l'UNICEF a commandé « une cartographie et une analyse du secteur privé en matière d'inclusion du handicap » et a élaboré un dossier d'investissement pour faire progresser l'inclusion des personnes handicapées. Des bureaux de pays tels que ceux du Burundi, du Cambodge, de l'Érythrée, des Maldives et de la Zambie ont obtenu un nouveau financement pour l'inclusion du handicap en 2024. Les fonds de démarrage ont été utilisés de manière stratégique pour obtenir des résultats plus importants et générer des financements supplémentaires : par exemple, grâce à son investissement dans l'allocation au titre de la réserve de 7 %, le Bangladesh a obtenu un nouveau financement de la part de la Commission européenne, tandis que le Myanmar a réussi à mobiliser 1 million de dollars, en s'appuyant sur les résultats d'un investissement de 120 000 dollars par l'intermédiaire

du fonds norvégien d'action humanitaire pour les enfants, parmi d'autres. Pour stimuler les projets susceptibles d'enclencher une dynamique similaire, l'UNICEF a lancé la création d'un Fonds pour l'inclusion du handicap, le but étant d'améliorer la disponibilité des ressources jouant un rôle catalytique pour l'inclusion du handicap.

63. En outre, l'UNICEF a intensifié les travaux novateurs sur le financement inclusif pour les enfants handicapés qu'il mène auprès des gouvernements, afin de s'assurer que les systèmes de gestion des finances publiques et les budgets nationaux intègrent la question du handicap. Des lignes directrices ont été élaborées par les bureaux régionaux pour l'Europe et l'Asie centrale et pour l'Afrique de l'Est et australe, et une analyse du budget consacré au handicap a été réalisée au Malawi, au Pérou, en Zambie et en Namibie, où elle a contribué à la décision du gouvernement d'augmenter de 500 % l'allocation pour enfant handicapé, ce qui a permis d'apporter un meilleur soutien à 6 895 enfants handicapés et à leurs familles. Au Malawi, l'UNICEF a appuyé la mise en place et la visibilité du Fonds national d'affectation spéciale pour les personnes handicapées, contribuant à une augmentation de 41 % de l'allocation versée au Fonds.

Leadership, responsabilité et coordination

64. Si l'inclusion du handicap est le rôle de chacun à l'UNICEF, la direction a un rôle clé à jouer pour inspirer l'organisation et l'orienter vers la réalisation de la vision et des promesses de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap. Au plus haut niveau, la Directrice générale de l'UNICEF, ses adjointes et adjoints, les directrices et directeurs régionaux et les directrices et directeurs de division ont produit diverses communications et ont régulièrement souligné l'importance de la Politique et stratégie lors de réunions et de forums clés, tandis que les représentantes et représentants des pays ont défendu le handicap en publiant des messages dans les médias sociaux, en recrutant du personnel handicapé et en soulevant la question de l'inclusion lors des réunions des équipes de gestion de pays, dans les communications internes et dans les discours.

65. Les sept régions ont élaboré un plan d'action régional d'inclusion du handicap adapté au contexte local par l'intermédiaire d'équipes spéciales chargées de l'inclusion du handicap auxquelles la direction prend part. D'une région à l'autre, plusieurs bureaux de pays adoptent une approche globale du handicap grâce à des équipes spéciales ou à des groupes de travail sur le handicap, tandis que la Chine, le Rwanda, la Thaïlande, le Viet Nam et le Zimbabwe ont élaboré un plan d'action ou une stratégie en matière de handicap à l'échelle de leur bureau.

66. Grâce à la politique et stratégie qu'il a lui-même mis en œuvre à l'échelle de l'organisation, l'UNICEF a renforcé son engagement en faveur de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et a été l'un des principaux organismes à faire progresser l'inclusion du handicap, comme en témoignent les progrès constants réalisés quant aux 15 indicateurs de la Stratégie. En 2023, l'UNICEF a été en mesure de remplir ou de dépasser 88 % des critères de référence, contre 50 % en 2019.

IV. Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

67. Deux ans après le début de la mise en œuvre de sa Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap, l'UNICEF peut réfléchir aux difficultés rencontrées et aux enseignements tirés afin de tracer la voie à suivre. Si les progrès accomplis sont considérables, ils ne constituent qu'un premier pas en vue de garantir que tous les enfants handicapés vivent dans des sociétés inclusives et sans obstacles. Ce n'est que dans les deux derniers Plans stratégiques que l'inclusion du handicap a été abordée comme une question concernant l'ensemble de l'organisation. Un descriptif de

programme de pays intégrant le handicap est fondamental pour renforcer systématiquement l'inclusion des enfants handicapés dans tous les secteurs au niveau national. Si plusieurs pays se sont efforcés de fournir une analyse pour éclairer l'élaboration des descriptifs de programme de pays, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'inclusion du handicap dans ce domaine.

68. L'une des difficultés a été la réaffectation des ressources des donateurs pour faire face à de multiples crises, y compris les conflits et les changements climatiques, ce qui a entraîné une réduction des ressources financières allouées à des programmes axés sur le handicap. Alors que l'UNICEF continue d'investir ses ressources, les donateurs, les États Membres et le secteur privé doivent faire davantage, notamment en favorisant l'équité dans le financement de l'action climatique et humanitaire. L'UNICEF s'adapte à l'évolution de la situation et étend ses efforts de collecte de fonds à de nouveaux publics, tels que le Groupe des 20 et les pays du Golfe. Pour combler les lacunes du système, il reste essentiel de promouvoir un financement consacré aux interventions axées sur le handicap, y compris les services d'aide spécifiques au handicap et les technologies d'assistance.

69. La dynamique générée par les pays qui mettent en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées a accru la visibilité de l'inclusion du handicap, créant une demande plus importante pour l'UNICEF. Bien que la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap ait contribué à renforcer les capacités techniques, il est manifestement difficile de répondre à la demande, de fournir l'expertise générale en matière d'inclusion du handicap et le savoir-faire spécifique dans des domaines tels que la technologie d'assistance, et de faire face à des crises complexes et prolongées. Les partenariats à long terme peuvent contribuer à répondre aux exigences techniques, mais il est essentiel de multiplier les capacités internes pour accélérer et améliorer l'inclusion du handicap. Des capacités techniques suffisantes et des ressources consacrées à des activités de contrôle et d'assurance qualité devraient être garanties dans les bureaux régionaux et les bureaux du siège, et la capacité financière des plus grands bureaux de pays devrait également être mise à profit.

70. Si l'UNICEF a accompli des progrès considérables en matière d'inclusion du handicap, il faut reconnaître que ces progrès ont été inégaux dans les différents domaines programmatiques. Dans les domaines thématiques de l'éducation et de la protection de l'enfance, l'élaboration des programmes tient depuis assez longtemps compte de la question du handicap, et les domaines relatifs à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et à la protection sociale ont intensifié leurs efforts en ce sens au cours des quatre dernières années. Les activités menées en faveur de la santé et de la nutrition, qui ont la plus grande empreinte au niveau national, peuvent aborder l'inclusion du handicap de manière plus substantielle et systématique, étant donné leur importance, en particulier dans les premières années de la vie. La coordination intersectorielle s'est améliorée, mais des difficultés subsistent, ce qui se traduit par des occasions manquées ou un impact limité sur la vie des enfants handicapés. Avec un mandat centré sur l'enfant, l'UNICEF est particulièrement bien placé pour démontrer que la coordination est possible et bénéfique pour toutes et tous.

71. Malgré les progrès accomplis, des difficultés subsistent en ce qui concerne la disponibilité et la qualité des données et des recherches sur les enfants handicapés, qui restent sous-représentés dans les données officielles et administratives et les données relatives aux programmes, ce qui entrave l'élaboration des politiques et la planification. Il faut déployer des efforts en permanence pour renforcer la capacité des pays à collecter, à analyser et à exploiter des données de qualité.

72. La Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap est un outil porteur de transformations, et le changement prend du temps, aussi bien en interne qu'avec les parties prenantes externes. Dans la région Europe et Asie centrale, par exemple, où

l'approche médicale du handicap persiste, des enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques ainsi que des stratégies de changement social et comportemental sont essentielles pour s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion. Le partage d'exemples concrets et de bonnes pratiques est également utile pour adopter des pratiques inclusives. L'un des principaux enseignements est qu'il est important d'investir dans les défenseuses et défenseurs de l'inclusion du handicap pour qu'ils soient les moteurs du changement au sein de leurs communautés. Alors que les pays valorisent de plus en plus la collaboration avec les organisations de personnes handicapées pour favoriser ce changement, les règles actuelles des Nations Unies en matière d'établissement de partenariats avec les organisations de la société civile ne sont pas favorables aux petites organisations dirigées par des personnes handicapées au niveau local.

73. Il est essentiel de s'unir avec les parties prenantes qui disposent des ressources financières, de l'expertise technique et de l'influence nécessaires pour favoriser le changement. Il s'agit notamment d'investir dans l'alliance avec les personnes handicapées et les organisations de personnes handicapées et de renforcer leur capacité à obliger l'UNICEF et les gouvernements à rendre des comptes. De nombreux exemples dans ce rapport montrent comment les coalitions et les collaborations ont généré des résultats que l'UNICEF n'aurait pas pu atteindre seul. Dans des régions telles que le Sahel où l'expertise technique nationale est rare, l'UNICEF pilotera un écosystème régional de ressources techniques pour mobiliser l'assistance des ONG internationales et des organisations de personnes handicapées.

74. Lorsque la question du handicap est prise en compte dès le départ et que son inclusion est guidée par les priorités des personnes handicapées, elle permet d'obtenir de meilleurs résultats à moindre coût. Les plateformes numériques internes dans lesquelles l'UNICEF a investi, telles que Vision, Fiori et le système de gestion des aptitudes, ne peuvent pas être adaptées pour favoriser l'accessibilité si elles n'ont pas été conçues dans cette optique. L'intégration de normes d'accessibilité dès le départ dans les infrastructures physiques, en particulier au moment de la construction, est nécessaire pour permettre l'inclusion de 10 % des enfants, et plus rentable que de mener des travaux de modernisation.

V. Conclusion et marche à suivre

75. La Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap appelle à faire évoluer les normes et les pratiques afin de garantir l'égalité aux enfants handicapés, en s'alignant sur la mission de l'UNICEF et sur la promesse qui figure au cœur du Programme 2030 de ne laisser personne de côté. Cela nécessite de mener un effort institutionnel global qui combine des pratiques, un leadership, des partenariats et des ressources favorisant l'inclusion.

76. En tant qu'institution chef de file œuvrant à la promotion des droits de l'enfant, l'UNICEF dispose d'un avantage comparatif unique. L'accent qu'il met sur les enfants permet à ses programmes de faire évoluer les normes sociales aux stades de la vie où elles se forment. Grâce à sa forte présence dans les pays et aux partenariats qu'il entretient avec les bureaux gouvernementaux de statistique, il dirige les efforts de collecte de données sur les handicaps de l'enfant au niveau mondial. Il mobilise également les parties prenantes, les décideurs et les gouvernements du monde entier, en travaillant avec des partenaires œuvrant dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la paix, afin d'atteindre des objectifs communs liés à l'enfance et à l'adolescence.

77. Bien que les objectifs de la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap soient ambitieux, des exemples montrent après deux ans qu'il est non seulement

possible de faire progresser l'inclusion du handicap, mais que le faire est bénéfique à toutes et tous, ce qui contribue à la réalisation du mandat de l'UNICEF. Les écoles inclusives favorisent un meilleur apprentissage et une meilleure socialisation pour tous les enfants. Des infrastructures accessibles profitent à toutes et à tous. Les communautés inclusives sont plus résilientes en cas de crise. D'après le présent rapport, il est évident que l'équité est essentielle pour accroître l'impact des travaux de l'UNICEF, et qu'elle ne peut faire l'objet d'un compromis.

78. La Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap vise à remédier aux lacunes systémiques par l'intermédiaire de six priorités stratégiques intersectorielles, qui permettent de passer d'initiatives fragmentées à une inclusion du handicap à grande échelle. Il a déjà été prouvé que cela favorisait la collaboration et brisait les cloisonnements aussi bien entre les secteurs qu'entre les programmes et les opérations. Dans un monde confronté à des crises interconnectées, l'UNICEF a besoin d'adopter une approche elle aussi interconnectée entre les différents secteurs et les ressources. C'est ce qu'incarne la Politique et stratégie, en ce qu'elle permet d'innover pour combler les lacunes et d'embrasser la complexité pour favoriser un règlement efficace des problèmes.

79. Au cours des deux premières années de mise en œuvre, l'UNICEF a investi dans des outils, des orientations, des projets pilotes, des données probantes, des partenariats et des capacités humaines, tout en adaptant ses procédures et pratiques internes pour favoriser le changement. Il est désormais mieux à même de faire progresser l'inclusion du handicap à grande échelle. La demande d'action se fait de plus en plus pressante, tant en interne qu'en externe. Alors que le monde s'approche de la dernière ligne droite de la réalisation des objectifs de développement durable, la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap fournit une feuille de route pour avancer dans les domaines où les progrès ont été lents et améliorer l'action menée auprès des enfants handicapés, qui font partie des groupes les plus marginalisés.

80. Pour l'avenir, il existe des voies claires pour renforcer l'inclusion du handicap, en s'appuyant sur les investissements, les partenariats, l'innovation et l'expertise de l'UNICEF. Au cours de la troisième année de mise en œuvre, les activités seront axées en priorité sur la publication du deuxième rapport mondial sur les données relatives aux enfants handicapés, qui présente des statistiques provenant de plus de 60 pays et met en évidence leur situation vis-à-vis des objectifs de développement durable. L'UNICEF intensifiera les efforts qu'il déploie avec les gouvernements et les autres parties prenantes pour développer le recensement et l'évaluation des besoins des enfants handicapés, afin de leur permettre d'accéder aux services et à l'aide disponible, y compris dans des situations de crise humanitaire. Les activités menées se concentreront sur le renforcement de la détection précoce, le développement de systèmes d'information sur la gestion du handicap et le fait de rendre les systèmes d'information sur la gestion de la protection sociale, de l'éducation et de la protection de l'enfance plus inclusifs. Il faudra pour cela harmoniser les approches en matière de détection et d'évaluation, développer de nouvelles ressources et de nouveaux outils, renforcer les capacités du personnel de première ligne et faire progresser la numérisation et l'intelligence artificielle. Tout en tirant parti de ses capacités en matière d'achats et de configuration du marché, l'UNICEF appuiera encore davantage les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale afin d'améliorer l'accès des enfants aux technologies d'assistance et de rendre celles-ci plus abordables. Conformément aux engagements qu'il a pris dans le cadre de la Politique et stratégie, il mobilisera des ressources publiques et privées pour des initiatives nationales œuvrant en faveur des personnes handicapées. Le renforcement des capacités permettra à 75 % du personnel de suivre une formation sur l'inclusion du handicap d'ici à 2025, et l'UNICEF s'emploie à rendre tous ses bureaux complètement accessibles. Le contrôle de la direction sur la mise en œuvre de la Politique et stratégie

sera renforcé par la conduite, par l'Équipe mondiale de gestion, d'examens de son état d'avancement.

81. La mesure des progrès accomplis, y compris l'intégration des enfants handicapés dans ses Plans stratégiques, a été porteuse de transformations pour l'UNICEF. Toutefois, si ces progrès ne sont pas consolidés et étendus, ils risquent d'être réduits à néant. Le passage d'initiatives à petite échelle à des initiatives à grande échelle nécessite des données, de la recherche, des investissements, des capacités techniques, des actions de sensibilisation et une volonté politique. Dans les années à venir, la Politique et stratégie pour l'inclusion du handicap devra impérativement bénéficier d'un appui continu de la part des dirigeants et de ressources pour préserver les acquis, améliorer l'incidence des activités de l'UNICEF sur les 240 millions d'enfants handicapés dans le monde, et permettre au Fonds de devenir une organisation véritablement ouverte aux personnes handicapées et un ardent défenseur des droits de tous les enfants.
